

Convention collective

**IDCC : 9651. – EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCLTURE,
D'ÉLEVAGE, DE VITICULTURE, CHAMPIGNONNIÈRES,
CUMA, ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES
ET RURAUX, MARAÎCHERS
ET PRODUCTEURS LÉGUMIERS
(Hautes-Pyrénées)
(6 juillet 1972)**

(Étendue par arrêté du 20 février 1973,
Journal officiel du 17 mars 1973)

AVENANT N° 101 DU 25 JANVIER 2019

RELATIF AUX SALAIRES

NOR : AGRS1997092M

IDCC : 9651

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des Hautes-Pyrénées ;

Fédération départementale des CUMA ;

Syndicat départemental des entrepreneurs des territoires,

D'une part, et

Syndicat départemental agroalimentaire CFDT ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC ;

Fédération départementale de l'agriculture CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'annexe I « Rémunérations » sont abrogées et remplacées par les dispositions ci-après :

« ANNEXE I

Rémunérations

Salaires des ouvriers et employés

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
N1 – E1	10,03	1 521,25

NIVEAU	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
N1 – E2	10,40	1 577,37
N2 – E1	10,48	1 589,50
N2 – E2	10,53	1 597,09
N3 – E1	10,77	1 633,49
N3 – E2	11,09	1 682,02
N4 – E1	11,49	1 742,69
N4 – E2	11,80	1 789,71

Salaires des techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
Technicien N1 – E1	12,00	1 820,04
Technicien N1 – E2	12,22	1 853,41
Agent de maîtrise N1 – E2	12,50	1 895,88
Technicien N2	12,66	1 920,14
Agent de maîtrise N2	13,08	1 983,84

Salaires des cadres

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
N1	13,59	2 061,20
N2	14,68	2 226,52

Salaires des gardiens de troupeaux en estive

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE HORAIRE	FORFAIT MENSUEL pour 42 heures (*) de travail par semaine
N1	10,03	1 901,63
N2 – E1	10,48	1 986,87
N2 – E2	10,53	1 996,28
N3 – E1	11,09	2 102,44
N3 – E2	11,24	2 130,95
N4	11,86	2 248,65

(*) Convention de forfait comprenant 35 heures payées au taux normal et 7 heures payées à 125 %.

L'ensemble des éléments de rémunération ne pourra être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance correspondant au travail effectué. »

Article 2

Les parties contractantes demandent que les dispositions de l'avenant soient étendues à tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application de la convention collective et que celles-ci soient applicables le premier jour du mois qui suivra la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Tarbes, le 25 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)